

"Jean-Luc Mélenchon n'effraie pas les marchés financiers"

Christophe Donay, chef économiste de Pictet Wealth Management, affirme que la remontée du candidat de l'extrême gauche dans les sondages n'affole pas les investisseurs. Ce qui compte, selon lui, c'est l'indicateur de confiance dans l'économie, qui reste solide

Le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, pourrait accéder au deuxième tour dans la course à l'Élysée. Une éventualité écartée jusqu'à tout récemment. Les marchés suivent cette évolution, mais garde leur calme. Selon Christophe Donay, économiste en chef de Pictet Wealth Management, la probabilité de son élection reste faible.

En ce qui concerne, Marine Le Pen, candidate du Front national, l'économiste estime que même si elle est élue, sa marge de manœuvre pour mettre en œuvre des décisions extrêmes sera très étroite.

► Notre dossier sur la présidentielle: [La France en campagne](#)

Le Temps: Y a-t-il un risque marché lié à l'élection présidentielle française?

► *Christophe Donay: Il y a certaines inquiétudes qu'on peut mesurer. Notamment le spread, c'est-à-dire l'écart dans le taux de rendement des obligations françaises et allemandes, qui a augmenté ces derniers jours. Il exprime la crainte des marchés. Mais en même temps, cette dernière est mesurée et s'est stabilisée ces derniers jours. Par ailleurs, elle ne s'est pas répercutée sur les marchés des actions, ni en France ni en Europe. La monnaie européenne n'a pas perdu du terrain vis-à-vis du dollar. On peut conclure que l'évolution des marchés est déconnectée avec la campagne présidentielle qui ne manque pourtant pas de rebondissements.*

Les marchés sont-ils insensibles à la perspective d'un Jean-Luc Mélenchon d'arriver au deuxième tour de la présidentielle? Ou ils n'y croient pas vraiment?

► Le "risque Mélenchon" est difficile à mesurer du fait que l'incertitude politique générale est elle-même importante. Les sondages montrent une remontée du candidat de l'extrême gauche et un recul du candidat socialiste Benoît Hamon. Le "risque Mélenchon" existe donc, mais les marchés ne le prennent pas au sérieux. Pour preuve, entre le 20 mars dernier et le 13 avril, le taux de rendement d'obligations françaises à dix ans est passé de

1,11% à 0,88%. Cette baisse montre qu'il n'y a pas de stress particulier lié à Jean-Luc Mélenchon. Le cas échéant, c'est le contraire qui aurait dû se produire.

Pourquoi?

► En France, en Europe et au-delà, l'indicateur de confiance, celui qui compte fondamentalement, est resté solide. Il s'est même amélioré ces trois derniers mois. C'est la preuve que malgré les incertitudes politiques, pour autant qu'elles ne soient pas extrêmes, influencent les investisseurs de moins en moins. Ces derniers comptent davantage sur les faits.

Puis, les marchés jugent sans doute que la probabilité de l'élection d'un candidat comme Jean-Luc Mélenchon est faible. Mais par ailleurs, même s'il est élu, nous savons que le candidat de gauche n'a pas un discours radical et extrémiste. Lorsqu'il était ministre, c'est lui qui avait signé l'accord de Maastricht. Il n'est pas un anti-européen primaire. Dans les interviews qu'ils accordent à la presse, il est plus réfléchi et moins radical que dans ses discours où il s'enflamme.

Diriez-vous que la même chose de Marine Le Pen, candidate du Front national? Ferait-elle plus peur aux marchés?

► Les marchés ont intégré depuis longtemps le fait qu'elle serait présente au deuxième tour de la présidentielle française. Ils estiment que même si elle est élue, elle devra travailler avec des partenaires dans une coalition gouvernementale. Ces derniers constitueraient alors un garde-fou contre toute décision extrême.

Voulez-vous dire que tout compte fait, la présidentielle française est un non-événement pour les marchés?

► C'est patent depuis des années que les élections en elles-mêmes pèsent peu. Ce qui compte, c'est la politique économique des vainqueurs. Aux États-Unis, au lendemain de l'élection de Donald Trump, les marchés ont baissé. Mais lorsqu'il a prononcé son premier discours — très favorable à l'économie — ils sont remontés. Dans la zone euro, un État, pris individuellement, ne compte pas tant qu'il ne met pas en cause la stabilité de l'ensemble.

Les marchés sont restés plutôt stables ces dernières semaines. D'où vient cette stabilité?

► Ils sont plutôt dans l'attente. En attente de résultats macroéconomiques du troisième trimestre pour voir si le soft data (confiance) se réconcilie avec le hard data (évolution du produit intérieur brut). Les élections, bientôt en France, puis en Allemagne et éventuellement en Italie, créent aussi des attentes. Les marchés attendent aussi de voir

l'orientation politique de la nouvelle administration américaine, notamment sur le plan de relance et la baisse d'impôts promis par Donald Trump.

Enfin, ils veulent savoir comment la politique fiscale, en Europe comme aux Etats-Unis, prendra le relais de la politique monétaire expansionniste de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne.

Il y a tout de même un facteur connu: la confiance. Juste?

▶ Oui. Et surtout, il n'y a rien d'imminent qui pourrait faire dérailler cette confiance. Cette situation peut évoluer en cas de tensions géopolitiques graves qui pourraient par exemple propulser les prix du pétrole très haut.

Lire également:

- ▶ Les dessous de l'ultime sprint présidentiel français
- ▶ Jean-Luc Mélenchon vu par des jeunes Suisses: "C'est surtout le showman qui me fascine"
- ▶ Marine Le Pen, une candidate déjà fatiguée du pouvoir
- ▶ Editorial Les banquiers ne sont plus les maîtres du monde
- ▶ Gouvernance Sous la pression, Credit Suisse coupe dans ses bonus
- ▶ rémunérations La direction de Credit Suisse renonce à une partie de ses bonus
- ▶ Incertitudes Face aux risques géopolitiques, les marchés financiers ne s'affolent pas
- ▶ Fintech Le modèle low cost de la gestion de fortune: un conseiller-robot qui traite des ETF
- ▶ Liquidité Ce que cache la taille des ETF